



**MARS
2026**



Les relations germano-indiennes

Un partenariat fondé sur des valeurs ou sur des intérêts ?

Christian WAGNER

Comité d'études
des relations
franco-
allemandes
(Cerfa)

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d’études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d’analyse de prévision et de stratégie du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l’Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373- 1195-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : Rencontre bilatérale entre le chancelier allemand Friedrich Merz (CDU) et le Premier ministre indien Narendra Modi – Sommet du G7 2025, Mountain Lodge, Kananaskis, Canada – 17 juin 2025, © dts News Agency Germany Bergmann Guido/BPA/Shutterstock, Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Christian Wagner, « Les relations germano-indiennes. Un partenariat fondé sur des valeurs ou sur des intérêts ? », *Notes du Cerfa*, n° 191, Ifri, mars 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Paul Maurice est secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Christian Wagner, docteur habilité, fait partie depuis 2003 du groupe de recherche Asie de la Fondation pour la science et la politique (SWP) à Berlin. Il est membre de la Société allemande d'études asiatiques (DGA), de l'Association européenne d'études sud-asiatiques (EASAS) et de l'Association européenne des chercheurs en relations internationales sud-asiatiques (ESSAIR). Il a été chercheur invité à l'Observer Research Foundation (ORF), au Jawaharlal Nehru Institute for Advanced Studies (JNIAS) et à l'Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA) à New Delhi. En 2019, il a été chercheur invité à l'Institut d'études sud-asiatiques (ISAS) de l'Université nationale de Singapour (NUS). Ses recherches portent principalement sur les questions de politique étrangère et de sécurité en Inde, en Asie du Sud et dans la région indo-pacifique.

Résumé

Au cours des dernières années, pratiquement aucun autre pays asiatique n'a connu une telle revalorisation dans la politique étrangère allemande que l'Inde. Dans le contexte de l'ascension de la Chine et de ses ambitions hégémoniques, les Lignes directrices du gouvernement fédéral pour l'Indo-Pacifique de 2020 ont identifié l'Inde comme l'un des partenaires centraux de l'Allemagne dans la région¹. En octobre 2024, le gouvernement fédéral a adopté le document stratégique « Focus sur l'Inde² ». En 2025, l'accord de coalition du nouveau gouvernement fédéral a réaffirmé « l'approfondissement des relations stratégiques avec l'Inde à tous les niveaux, notamment en matière de transition énergétique mondiale et de coopération en matière de politique de sécurité³ ». La diplomatie de haut niveau entre les deux pays s'est également intensifiée. Le chancelier fédéral Olaf Scholz a rencontré le Premier ministre indien Narendra Modi à quatre reprises. Le chancelier fédéral Friedrich Merz a effectué son premier voyage en Asie en janvier 2026, en Inde, et non en Chine. L'ancienne ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock a salué l'Inde comme un partenaire partageant les mêmes valeurs, tandis que le ministre de la Défense Boris Pistorius a qualifié l'Inde de partenaire stratégique le plus important pour l'Allemagne et l'Europe dans la région indo-pacifique⁴. De nouveaux accords, tels que ceux sur la coopération triangulaire et sur la migration et la mobilité en 2022, ainsi que les premières visites de flottes et manœuvres militaires ont depuis lors encore approfondi la coopération et soulignent ainsi la nouvelle qualité des relations bilatérales.

L'Allemagne et l'Inde avaient déjà conclu un partenariat stratégique en l'an 2000. Mais pendant longtemps, les deux pays avaient des conceptions différentes de ce que signifiait le terme « stratégique ». Pour l'Allemagne, pays exportateur et au modèle économique fortement tributaire du commerce, le développement des relations économiques avec l'Inde était au premier plan, tandis qu'en raison des directives restrictives en matière de contrôle des exportations d'armes, Berlin ne manifestait que peu d'intérêt pour une coopération militaire. En raison de ses conflits avec le Pakistan et

1. *Leitlinien zum Indo-Pazifik. Deutschland – Europa – Asien. Das 21. Jahrhundert gemeinsam gestalten* [Lignes directrices sur la région indo-pacifique. Allemagne – Europe – Asie. Façonner ensemble le XXI^e siècle], Gouvernement fédéral, Berlin, 2020, disponible sur : www.auswaertiges-amt.de.

2. *L'Inde en ligne de mire*, Gouvernement fédéral, Berlin, 2024, disponible sur : www.auswaertiges-amt.de.

3. *Responsabilité pour l'Allemagne. Accord de coalition entre la CDU, la CSU et le SPD*, CDU, CSU et SPD, Berlin, 2025, p. 128, disponible sur : www.spd.de.

4. M. Peer, « Warum Indien mitten im Tropenparadies eine neue Marinebasis schafft » [Pourquoi l'Inde construit une nouvelle base navale au cœur d'un paradis tropical], *Handelsblatt*, 7 mars 2024, disponible sur : www.handelsblatt.com.

la Chine, l'Inde accordait quant à elle une plus grande importance aux questions militaires et de sécurité dans le cadre du partenariat stratégique, au-delà des relations économiques. Les changements géopolitiques de ces dernières années ont conduit à une convergence accrue des intérêts, comme le montre une analyse des différents domaines politiques.

Abstract

In recent years, almost no other Asian country has seen such a reassessment in German foreign policy as India. Given China's rise and its hegemonic ambitions, the Federal Government's 2020 Guidelines for the Indo-Pacific identified India as one of Germany's key partners in the region. In October 2024, the Federal Government approved the strategic document "Focus on India". In 2025, the coalition agreement of the new Federal Government reaffirmed "the deepening of strategic relations with India at all levels, particularly regarding the global energy transition and cooperation on security policy". High-level diplomacy between the two countries has also intensified. Federal Chancellor Olaf Scholz met with Indian Prime Minister Narendra Modi on four occasions. Federal Chancellor Friedrich Merz made his first trip to Asia in January 2026 to India, not China. Former Foreign Minister Annalena Baerbock welcomed India as a partner that shares the same values, while Defense Minister Boris Pistorius described India as the most important strategic partner for Germany and Europe in the Indo-Pacific region. New agreements, such as those on trilateral cooperation and on migration and mobility in 2022, as well as the first fleet visits and military exercises, have since further deepened cooperation and thus underscore the new quality of bilateral relations.

Germany and India had already established a strategic partnership in 2000. But for a long time, the two countries had different understandings of what the term "strategic" meant. For Germany, an exporting nation with an economic model heavily dependent on trade, the development of economic relations with India was a top priority, while, due to restrictive guidelines on arms export controls, Berlin showed little interest in military cooperation. Due to its conflicts with Pakistan and China, India, meanwhile, placed greater emphasis on military and security issues within the strategic partnership, beyond economic relations. The geopolitical changes of recent years have led to a greater convergence of interests, as an analysis of the various policy areas shows.

Sommaire

L'ÉVOLUTION DES RELATIONS GERMANO-INDIENNES : DE LA « BIENVEILLANTE NÉGLIGENCE » AU PARTENARIAT STRATÉGIQUE	8
ÉCONOMIE : L'INDE, UN MARCHÉ D'AVENIR ?.....	11
SCIENCE ET TECHNOLOGIE : L'ALLEMAGNE COMME PÔLE INTERNATIONAL DE FORMATION	13
MIGRATION ET MOBILITÉ : DES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS INDIENS POUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ALLEMAND ?	15
ORDRE INTERNATIONAL : L'ALLEMAGNE ET L'INDE, PUISSANCES MOYENNES DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE.....	17
DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME : D'UN PARTENARIAT FONDÉ SUR DES VALEURS COMMUNES À UN PARTENARIAT FONDÉ SUR DES INTÉRÊTS COMMUNS ?	20
SÉCURITÉ ET COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ARMEMENT : UN NOUVEAU PILIER DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE	22
COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : DE L'AIDE TECHNIQUE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE	24
PERSPECTIVES : PARTENAIRES STRATÉGIQUES DANS LA RÉGION INDO-PACIFIQUE	26

L'évolution des relations germano-indiennes : de la « bienveillante négligence » au partenariat stratégique

Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre l'Allemagne et l'Inde en 1951, les deux États entretiennent de bonnes relations bilatérales. À l'époque de la guerre froide, les deux États allemands s'intéressent de près à l'Inde. La République fédérale d'Allemagne (RFA) s'efforce, en vertu de la doctrine Hallstein, d'empêcher la reconnaissance par d'autres États de la République démocratique allemande (RDA). Cette ligne l'amène à développer une coopération économique et technologique avec New Delhi⁵. En effet, dans les années 1950 et 1960, l'Inde du Premier ministre Jawaharlal Nehru fait autorité parmi les pays en développement, et Bonn redoute que les États nouvellement décolonisés ne soient nombreux à emboîter le pas à l'Inde si celle-ci établit des relations diplomatiques avec Berlin-Est⁶. Il faudra l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates en 1969, sous la houlette du chancelier Willy Brandt, pour que la doctrine Hallstein soit abandonnée.

Les années 1970 et 1980 voient se développer en RFA une politique asiatique entièrement axée sur les intérêts économiques. Avec la mondialisation, de nombreuses entreprises ouest-allemandes délocalisent des pans de leur production vers les pays émergents d'Asie de l'Est et du Sud-Est. L'Inde a beau compter parmi les porte-parole des pays en développement à l'Organisation des Nations unies (ONU) et les principaux bénéficiaires de la coopération pour le développement, cette période de l'histoire des relations germano-indiennes est marquée par ce que l'on a pu qualifier de « bienveillante négligence⁷ ». Dix-neuf ans séparent la visite en

5. A. Das Gupta, *Handel, Hilfe, Hallstein-Doktrin. Die bundesdeutsche Südasienspolitik unter Adenauer und Erhard, 1949 bis 1966* [Commerce, aide, doctrine Hallstein. La politique allemande envers l'Asie du Sud sous Adenauer et Erhard, de 1949 à 1966], Matthiesen Verlag, Husum, 2004, p. 186-192.

6. J. A. Voigt, « Anerkennung oder Nicht-Anerkennung – das war die Frage. Indien im deutsch-deutschen Kalten Krieg, 1952 – 1972 » [Reconnaissance ou non-reconnaissance : telle était la question. L'Inde dans la guerre froide interallemande, 1952-1972], in Universität Stuttgart (éd.), *Wechselwirkungen 2001. Jahrbuch aus Lehre und Forschung der Universität Stuttgart* [Interactions Annuaire 2001 de l'enseignement et de la recherche de l'université de Stuttgart], Stuttgart, 2001, p. 70-86.

7. D. Rothermund, « Die deutsch-indischen Beziehungen », [Les relations germano-indiennes], in D. Rothermund (éd.), *Indien. Kultur, Geschichte, Politik, Wirtschaft, Umwelt. Ein Handbuch* [L'Inde. Culture, histoire, politique, économie, environnement. Un guide pratique], München, Verlag C. H. Beck,

Inde du chancelier Georg Kiesinger en 1967 de celle du chancelier Helmut Kohl en 1986. Cette page se tourne avec la réunification allemande et la libéralisation économique de l'Inde au début des années 1990.

La première stratégie asiatique (*Asien-Konzept*) du gouvernement fédéral, élaborée en 1993, met l'accent sur l'importance économique de la région⁸. L'Inde, qui n'a entamé sa libéralisation économique qu'en 1991, occupe encore une place de second plan. La stratégie asiatique élaborée par le ministère fédéral des Affaires étrangères en 2002 porte clairement l'empreinte des attentats du 11 septembre 2001 et de l'intervention des pays occidentaux en Afghanistan⁹. Elle divise l'Asie en trois sous-régions : l'Asie orientale, l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud. En Asie du Sud, l'accent est mis non seulement sur les nouvelles opportunités économiques offertes aux entreprises allemandes par les réformes économiques en Inde, mais aussi sur les tensions entre l'Inde et le Pakistan, et les guerres civiles au Népal et au Sri Lanka.

Avec l'accord de partenariat stratégique conclu en l'an 2000, l'Inde a acquis une plus grande importance politique dans la politique étrangère allemande. En 2011, les deux États ont convenu de mener des consultations gouvernementales au niveau ministériel. L'Allemagne n'applique ce format qu'avec douze États. Les lignes directrices pour la région indo-pacifique de septembre 2020 ouvrent un nouveau chapitre dans les relations entre l'Allemagne et les États de la région indo-pacifique¹⁰. Celle-ci revêt une importance économique considérable pour l'Allemagne, qui y réalise environ 40 % de son commerce extérieur hors Union européenne (UE)¹¹. Ces lignes directrices trouvent leur genèse dans l'essor de la Chine et ses répercussions sur l'Europe et l'Allemagne^{12,13}. De source d'opportunités économiques, la République populaire est en passe de devenir un

p. 472-482 ; R. K. Jain, *India and Germany in a Turbulent World: Perceptions, Perspectives, Prospects*, New Delhi, KW Publishers, p. 41.

8. *Asien-Konzept der Bundesregierung* [Stratégie du gouvernement fédéral à l'égard de l'Asie], Berlin, Bundestag, 1993, disponible sur : www.dip.bundestag.de.

9. *Aufgaben der deutschen Außenpolitik. Südasiens am Beginn des 21. Jahrhunderts* [Les enjeux de la politique étrangère allemande. L'Asie du Sud au début du XXI^e siècle], Berlin, Ministère fédéral des Affaires étrangères, 2002 (document ronéotypé).

10. *Leitlinien zum Indo-Pazifik. Deutschland – Europa – Asien. Das 21. Jahrhundert gemeinsam gestalten*, op. cit.

11. *Fortschrittsbericht zur Umsetzung der Leitlinien der Bundesregierung zum Indo-Pazifik für das Jahr 2024* [Rapport d'étape sur la mise en œuvre des lignes directrices du gouvernement fédéral concernant la région indo-pacifique pour l'année 2024], Berlin, Ministère fédéral des Affaires étrangères, 2024, disponible sur : www.auswaertiges-amt.de.

12. La France et le Royaume-Uni, mais aussi les Pays-Bas, consacrent des stratégies à la région indo-pacifique. C'est le cas, par exemple, de la France, qui a actualisé sa stratégie indo-pacifique en 2025, du Royaume-Uni, dans sa revue stratégique de défense de 2025, et des lignes directrices indo-pacifiques de 2020.

13. Début 2023, dans un article publié dans *Foreign Affairs*, Olaf Scholz a réaffirmé que, dans un monde multipolaire marqué par une rivalité systémique entre les États-Unis et la Chine, l'Allemagne et l'UE devaient coopérer plus étroitement avec les pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et d'Amérique latine afin de préserver le multilatéralisme, citant notamment l'Inde. In : O. Scholz, « The Global Zeitenwende », *Foreign Affairs*, janvier/février 2023, disponible sur : www.foreignaffairs.com.

concurrent systémique, a alerté début 2019 dans un rapport la Fédération de l'industrie allemande¹⁴. En mars de la même année, l'UE l'a classée comme pays partenaire avec qui mener des coopérations et des négociations, mais aussi comme concurrent économique et rival systémique¹⁵.

Les lignes directrices illustrent la réorientation géopolitique et géoéconomique d'une politique étrangère qui vise désormais à diversifier les relations politiques et économiques de l'Allemagne dans la région indo-pacifique. De nombreuses entreprises allemandes misent désormais davantage sur une stratégie « Chine plus un¹⁶ » et implantent des sites de production en dehors de la Chine. Sur le plan économique, l'Inde n'a pas toujours réussi à s'imposer face à des pays comme le Vietnam ou la Thaïlande dans la concurrence entre sites d'implantation. Sur le plan politique, cependant, l'Inde fait partie des pays qui ont jusqu'à présent le plus profité de la nouvelle orientation de l'Allemagne dans la région indo-pacifique¹⁷.

14. Voir le communiqué de la Fédération de l'industrie allemande, la Bundesverband der Deutschen Industrie (BDI), « Grundsatzpapier China. Partner und systemischer Wettbewerber – Wie gehen wir mit Chinas staatlich gelenkter Volkswirtschaft um? » [Document d'orientation sur la Chine. Partenaire et concurrent systémique – Comment aborder l'économie planifiée de la Chine ?], Berlin, Bundestag, 2019, disponible sur : www.bundestag.de.

15. « EU-China – A Strategic Outlook », Commission européenne/Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Strasbourg, Commission européenne, 2019, disponible sur : www.commission.europa.eu.

16. L'Inde ambitionne de devenir le pôle d'attraction asiatique privilégié pour les entreprises qui souhaitent délocaliser leur production sans se limiter à la Chine.

17. D'un point de vue économique, le développement de la classe moyenne indienne représente aussi un fort potentiel. Contrairement au marché chinois, investi dès les années 1970 par les entreprises allemandes et dont l'accès s'est progressivement restreint ces dernières années, le marché indien n'est pas saturé, comme en témoigne l'essor local de l'industrie automobile. Lire M. Krpata, « The Automotive Industry: The Achilles' Heel of German Economy? », *Études de l'Ifri*, Ifri, 25 mars 2021, p. 23, disponible sur : www.ifri.org.

Économie : l'Inde, un marché d'avenir ?

La coopération économique a toujours été au cœur des relations entre les deux pays. En 2024-2025, l'Allemagne se classe au huitième rang des partenaires commerciaux de l'Inde, ce qui en fait le partenaire privilégié de New Delhi au sein de l'UE, et les échanges bilatéraux enregistrent un niveau record de 34,58 milliards de dollars américains. Les exportations allemandes vers l'Inde atteignent 18,85 milliards de dollars américains, tandis que les exportations indiennes vers l'Allemagne s'élèvent à 15,73 milliards de dollars américains. L'Allemagne occupe la neuvième place en matière d'investissements directs étrangers, avec un total de 14,89 milliards de dollars américains entre avril 2000 et septembre 2024¹⁸. L'Inde importe principalement d'Allemagne des machines, des produits chimiques, des équipements aéronautiques et du matériel électrique¹⁹. À noter toutefois qu'il existe une asymétrie dans le poids que représente, pour les deux pays, ce commerce bilatéral. Les échanges avec l'Inde comptent moins pour l'Allemagne : en 2023, elle n'occupe que la 23^e place dans la liste des pays exportateurs vers l'Allemagne, et la 22^e dans celle des pays destinataires des exportations allemandes²⁰.

À ce jour, le potentiel économique de l'Inde et l'attractivité de son marché intérieur ont conduit plus de 2 000 entreprises allemandes et leurs filiales à s'implanter en Inde²¹. L'Inde manifeste un vif intérêt pour le transfert technologique et a mis en place un programme spécialement destiné aux petites et moyennes entreprises : « *Make in India Mittelstand* ». Selon un sondage, 79 % des entreprises allemandes interrogées entendent étendre leur empreinte en Inde à l'horizon 2030²².

18. Pour les chiffres, voir le communiqué de l'ambassade de l'Inde à Berlin, « India-Germany Bilateral Relations », 15 juillet 2025, disponible sur : www.indianembassyberlin.gov.in.

19. F. Wenke, « Der deutsch-indische Handel erreichte 2022 Rekordniveau » [Les échanges commerciaux entre l'Allemagne et l'Inde ont atteint un niveau record en 2022], 1^{er} mars 2023, disponible sur : www.gtai.de.

20. « Importe aus Indien von Januar bis Juli 2023 um 1,7 % gegenüber dem Vorjahreszeitraum gestiegen » [Les importations en provenance d'Inde ont augmenté de 1,7 % entre janvier et juillet 2023 par rapport à la même période de l'année précédente], Office fédéral allemand de la statistique, 12 septembre 2023, disponible sur : www.destatis.de.

21. E. Leiste, « Indien lockt immer mehr deutsche Mittelständler » [L'Inde attire de plus en plus de PME allemandes], 12 août 2024, disponible sur : www.produktion.de.

22. « Neuer Höchstwert: 79 Prozent der deutschen Unternehmen planen bis 2030 Investitionen in Indien als Reaktion auf geopolitische Spannung » [Nouveau record : 79 % des entreprises allemandes prévoient d'investir en Inde d'ici 2030 en réaction aux tensions géopolitiques], KPMG AG, 25 juin 2025, disponible sur : <https://kpmg.com>.

En 2017, les deux pays ont initié le German Indian Startup Exchange Program (GINSEP) visant à promouvoir la coopération entre start-ups²³.

La Chambre de commerce germano-indienne de Mumbai, qui a fêté ses 65 ans d'existence en 2020, est la plus grande chambre de commerce étrangère en Inde et, de loin, la plus grande chambre binationale allemande au monde. En 2015, l'Inde est, comme déjà en 2006, le pays partenaire de la foire de Hanovre, premier salon mondial dédié aux technologies. L'Allemagne, portée par ses intérêts économiques, s'engage en faveur de l'accord de libre-échange entre l'UE et l'Inde, signé le 27 janvier 2026. Elle en escompte un meilleur accès au marché indien, notamment pour ses constructeurs et sous-traitants du secteur automobile, ainsi que pour son industrie mécanique et chimique.

Les entreprises allemandes implantées en Inde continuent toutefois de se heurter à un certain nombre d'obstacles. Elles pâtissent notamment de déficiences en matière d'infrastructures, de la complexité de la bureaucratie, de problèmes liés à l'acquisition de terrains et d'une législation du travail restrictive²⁴. Parmi les défis cités figurent aussi la corruption persistante et l'inflation. De manière croissante, ces dernières années, on peut ajouter à la liste des défis de nouvelles normes (*Quality Control Orders*)²⁵.

En Allemagne, plusieurs *Länder*, prenant conscience du potentiel économique de l'Inde, ont renforcé leurs relations avec celle-ci. La Bavière est la première à conclure un accord avec l'État fédéré indien du Karnataka en 2007, les échanges commerciaux entre les deux régions se voyant presque multipliés par deux au cours des quinze années suivantes²⁶. En 2015, c'est le Bade-Wurtemberg qui signe un partenariat avec le Maharashtra, assorti d'un jumelage entre Stuttgart et Mumbai, leurs deux capitales. D'autres *Länder*, comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et la Rhénanie-Palatinat, cherchent aussi à établir des partenariats ou une coopération plus étroite avec des États fédérés indiens en plein essor.

23. German Indian Startup Exchange Program (GINSEP), disponible sur : www.india.diplo.de.

24. *India: Forever a Future Market?*, Asia-Pacific Committee of German Business (APA), juin 2022, disponible sur : www.asien-pazifik-ausschuss.de.

25. « German-Indian Business Outlook 2025 », KPMG, p. 14, disponible sur : www.hub.kpmg.de.

26. *Foreign Trade Bavaria-India*, Ministère bavarois de l'Économie, du Développement régional et de l'Énergie, mars 2022, disponible sur : www.bavariaworldwide.de.

Science et technologie : l'Allemagne comme pôle international de formation

La science et la technologie ont toujours joué un rôle important dans les relations germano-indiennes. Dès 1959, l'Allemagne soutient la création de l'Indian Institute of Technology (IIT) à Madras. Le développement des relations économiques s'accompagne d'un nouvel élan dans le domaine de la coopération scientifique au cours des années 1990. Aujourd'hui, la quasi-totalité des grandes universités et instituts de recherche allemands ont développé des programmes de coopération avec des institutions indiennes. Ces partenariats couvrent en particulier les domaines de la biotechnologie, de la recherche médicale, des technologies de l'information, de la recherche sur l'environnement et le développement durable, ainsi que des matériaux et des technologies de production. En 2012, une Maison allemande de la science et de l'innovation (DWIH) est inaugurée à New Delhi ; elle regroupe 26 universités, organismes de financement et instituts de recherche²⁷.

Au cours de l'été 2025, on recense au total 507 projets de coopération entre des établissements d'enseignement supérieur allemands et indiens, la plupart dans les domaines des sciences naturelles et de l'ingénierie²⁸. Plusieurs universités ont même ouvert des bureaux en Inde²⁹. L'attractivité et le succès de ces programmes se reflètent dans la hausse constante du nombre d'étudiants indiens en Allemagne : ceux-ci sont plus de 59 000 inscrits dans des universités allemandes pour le semestre d'hiver 2024-2025, soit le plus gros contingent d'étudiants étrangers, devant les étudiants chinois et turcs³⁰. Plus de 70 % d'entre eux suivent des études scientifiques et techniques (STEM)³¹. Lors des consultations intergouvernementales de 2024, l'Allemagne et l'Inde ont adopté une feuille de route pour un partenariat en matière d'innovation et de technologie,

27. Voir le communiqué de l'organisme allemand des échanges universitaires, le Deutscher Akademischer Austauschdienst (DAAD) : *Indien als strategischer Partner. Handlungsempfehlungen des DAAD für deutsche Hochschulen* [L'Inde, un partenaire stratégique. Recommandations du DAAD à l'intention des établissements d'enseignement supérieur allemands], mars 2025, p. 12, disponible sur : www.daad.de.

28. Recensement établi par la Conférence allemande des recteurs d'université, la Hochschulrektorenkonferenz (HRK), disponible sur : www.internationale-hochschulkooperationen.de. À titre de comparaison, les projets de coopération avec la Chine s'élèvent à 1 273.

29. Un aperçu est disponible sur : www.hrk.de.

30. « Viele Inder studieren in Deutschland – doch wenige wollen bleiben » [De nombreux Indiens font leurs études en Allemagne, mais rares sont ceux qui souhaitent y rester], Deutschlandfunk, 21 août 2025, disponible sur : www.deutschlandfunk.de.

31. *Indien als strategischer Partner*, op. cit., p. 12.

soulignant une nouvelle fois l'importance de celles-ci pour les relations bilatérales³². À la faveur du durcissement réglementaire en matière d'immigration aux États-Unis, et notamment de l'augmentation drastique des frais de visa, la migration étudiante de l'Inde vers l'Allemagne pourrait même s'intensifier dans les années à venir, surtout si l'on parvient à débaucher des scientifiques indiens des universités américaines.

32. « Liste der Ergebnisse der 7. Deutsch-Indischen Regierungskonsultationen » [Liste des résultats des 7^e consultations gouvernementales germano-indiennes], Berlin, Ministère fédéral des Affaires étrangères, 25 octobre 2024, disponible sur : www.auswaertiges-amt.de.

Migration et mobilité : des travailleurs qualifiés indiens pour le marché du travail allemand ?

Confrontée au défi de son évolution démographique et à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, l'Allemagne a signé avec l'Inde, à la fin de l'année 2022, un accord de partenariat inédit en matière de migration et de mobilité (*Migrations- und Mobilitätspartnerschaftsabkommen*, MMPA). Il s'agit essentiellement d'accélérer les procédures permettant aux travailleurs qualifiés indiens d'accéder au marché du travail allemand, notamment en facilitant l'obtention de visas³³. L'objectif est d'attirer chaque année au moins 3 000 de ces travailleurs en Allemagne. L'accord prévoit également les procédures de renvoi des ressortissants indiens tenus de quitter le territoire allemand³⁴.

L'Inde trouve, elle aussi, son compte dans cette migration, car sa forte croissance économique de 6 à 7 % ces dernières années n'a pas suffi à générer suffisamment d'emplois. Chaque année, quelque sept à huit millions de jeunes arrivent sur le marché du travail³⁵. Or, le chômage et le temps partiel forcé affectent surtout les catégories les plus qualifiées. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le taux de chômage des jeunes diplômés est passé de 54,2 % à 65,7 % entre 2000 et 2022³⁶.

Les deux États ont institué un groupe de travail conjoint chargé de la mise en œuvre de l'accord. La reconnaissance des diplômes universitaires et professionnels indiens en Allemagne soulève des difficultés particulières. La promotion des langues est un élément indispensable ; en 2011, une première tentative a été faite avec l'introduction de l'allemand comme troisième langue de la sixième à la quatrième dans les écoles publiques de

33. D. Kipp, « Migrationswunder Indien? Chancen und Herausforderungen der indischen Migration nach Deutschland » [L'Inde, un modèle en matière de migration ? Opportunités et défis liés à l'immigration indienne en Allemagne], *SWP-Studie*, 2025/S 12, Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), 2025, p. 30, disponible sur : www.swp-berlin.org.

34. *Ibid.*, p. 16.

35. « Jobs Outlook Bleak: On the "The India Employment Report 2024" », *The Hindu*, 29 mars 2024, disponible sur : www.thehindu.com.

36. *India Employment Report 2024: Youth Employment, Education and Skills*, OIT, 2024, p. 90, disponible sur : www.ilo.org.

Kendriya Vidyalaya Sangathan (KVS)³⁷. Mais ce programme a été suspendu en novembre 2014, quelques mois après l'arrivée au pouvoir du parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP), l'allemand cédant sa place de troisième langue au sanskrit. Les KVS ont toutefois maintenu une offre optionnelle d'apprentissage de l'allemand à partir de 2015³⁸. Par ailleurs, outre les institutions officielles telles que le Goethe-Institut (Max Mueller Bhavan), de nombreux prestataires privés ont développé des offres de formation linguistique. En 2008, le ministère allemand des Affaires étrangères a lancé l'initiative « *Schulen: Partner der Zukunft* » (« Écoles : partenaires de l'avenir » – PASCH) afin de promouvoir l'allemand à l'étranger de manière ciblée ; dans ce cadre, le Goethe-Institut soutient au total 47 écoles indiennes³⁹.

Ces différentes initiatives ont eu pour effet une augmentation significative de la communauté indienne en Allemagne au fil de ces dernières années. Le nombre de ressortissants indiens a plus que triplé, passant de près de 86 000 à environ 280 000 entre 2015 et 2025⁴⁰.

37. A. Sridhar, « Concern over German Language Decision in Kendriya Vidyalayas », *The Hindu*, 18 novembre 2014, disponible sur : www.thehindu.com.

38. « German Embassy Reaches Out to Education Ministry, Seeks Increase in German Lessons in KVS », *The New Indian Express*, 2 septembre 2021, disponible sur : www.newindianexpress.com.

39. Voir la présentation conjointe du Goethe-Institut et de Max Mueller Bhawan, « PASCH-Schulen in Indien » [Les écoles PASCH en Inde], disponible sur : www.goethe.de.

40. D. Kipp, « Migrationswunder Indien? Chancen und Herausforderungen der indischen Migration nach Deutschland » [L'Inde, un modèle en matière de migration ? Opportunités et défis liés à l'immigration indienne en Allemagne], *SWP-Studie*, 2025/S 12, SWP, 2025, p. 5, disponible sur : www.swp-berlin.org.

Ordre international : l'Allemagne et l'Inde, puissances moyennes dans un monde multipolaire

L'Inde et l'Allemagne défendent un système multilatéral fondé sur des règles. Avec le Brésil et le Japon, elles forment le Groupe des Quatre (G4), qui milite pour une réforme de l'ONU et de son Conseil de sécurité. L'Allemagne figure parmi les principaux contributeurs financiers de l'ONU, tandis que l'Inde assure l'un des plus importants contingents de Casques bleus. L'Inde a rejoint l'Alliance pour le multilatéralisme créée par l'Allemagne et la France. L'Allemagne est, quant à elle, membre de l'Alliance solaire internationale fondée par l'Inde et la France. L'Inde et l'Allemagne se mobilisent également pour une meilleure réglementation du cyberspace et sont membres du Groupe d'experts gouvernementaux (GGE) et du Groupe de travail à composition non limitée (OEWG) des Nations unies⁴¹.

L'Inde et l'Allemagne ont entrepris de renforcer leur coopération face à l'essor de la Chine et aux répercussions de sa « Route de la soie ». Les lignes directrices du gouvernement fédéral allemand pour la région indo-pacifique définissent un certain nombre de domaines dans lesquels l'Inde, l'Allemagne et l'Europe pourraient renforcer leur coopération à l'avenir. Parmi les axes envisageables figure la coopération avec des États insulaires de l'océan Indien pour les aider à renforcer leurs capacités afin de protéger leur environnement maritime ou lutter contre la piraterie et la surpêche. L'Allemagne et l'Inde ont également un intérêt commun à soutenir les organisations régionales dans l'océan Indien et le golfe du Bengale.

En dépit de la convergence de leurs approches géopolitiques, les positions de New Delhi et de Berlin divergent sur certaines questions touchant à l'ordre international. L'Inde, par exemple, rejette les institutions internationales contraignantes ; ainsi n'est-elle pas partie, par exemple, à la Cour pénale internationale (CPI). Son passé colonial en fait une fervente partisane du principe de souveraineté nationale, opposée à toute forme

41. T. Scholz, « Cyberdiplomatische Kooperation mit Indien » [Coopération en matière de cyberdiplomatie avec l'Inde], in C. Wagner (éd.), *Indien als Partner der deutschen Außenpolitik* [L'Inde, partenaire de la politique étrangère allemande], SWP, 2024, p. 27.

d'ingérence dans ses affaires intérieures, qu'elle émane d'États ou d'institutions internationales⁴².

Mais les divergences géopolitiques majeures concernent actuellement les relations avec la Russie. La neutralité de l'Inde face à l'invasion de l'Ukraine a d'abord été mal reçue par Berlin et d'autres capitales occidentales. Cependant, il est rapidement apparu que l'Inde avait tout à perdre à s'aliéner sur Moscou, eu égard à son héritage historique de relations cordiales avec la Russie et à sa forte dépendance militaire. Les gouvernements indiens, dans le passé, ont cultivé une diplomatie de la réserve face aux agressions soviétiques, s'abstenant de prendre position lors de la répression de la révolution hongroise en 1956, de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 et de l'invasion de l'Afghanistan en 1979.

L'UE s'est efforcée d'intensifier ses relations avec l'Inde afin de réduire sur le long terme la dépendance de cette dernière vis-à-vis de la Russie, notamment en créant un Conseil du commerce et des technologies (Trade and Technology Council, TTC). Les sanctions occidentales contre les exportations pétrolières russes ont dopé les ventes de pétrole russe à l'Inde. Selon les estimations, 35 à 45 % du pétrole importé par l'Inde provient désormais de Russie⁴³. Le pétrole russe est transformé en Inde, puis acheminé vers l'Europe *via* le marché mondial, si bien que l'Inde s'est vu reprocher de soutenir indirectement l'offensive russe en Ukraine. Le président américain Donald Trump a réagi en imposant des droits de douane de 25 % à l'Inde à l'été 2025, tandis que l'UE a entrepris d'étendre ses sanctions aux entreprises indiennes⁴⁴.

En somme, si l'Allemagne et l'Inde s'accordent sur une vision multipolaire de l'ordre international, les plus grandes divergences géopolitiques entre les deux pays concernent actuellement les relations avec la Russie⁴⁵. Car l'aspiration à une Asie multipolaire que nourrit l'Inde suppose, pour faire durablement contrepoids au rival de New Delhi qu'est Pékin, une Russie forte sans dépendance de la Chine. *A contrario*, l'Allemagne et l'Europe, marquées par la guerre en Ukraine et soucieuses de mettre en place une architecture européenne de sécurité, entendent s'assurer que la Russie ne constitue pas une menace à long terme.

42. Il convient d'ajouter que l'Inde fait partie des BRICS et de l'Organisation de coopération de Shanghai. L'Union européenne s'efforce de lui offrir des perspectives afin qu'elle dispose d'alternatives et ne se range pas définitivement du côté de la Russie, avec laquelle elle entretient une certaine proximité qui la sert notamment en matière d'approvisionnement énergétique. Compte tenu du contexte géopolitique, l'accord commercial entre l'UE et l'Inde constitue donc une opportunité historique.

43. « India Stands Firm, Will Buy Oil From "Wherever It Gets The Best Deal", Envoy Declares », *Outlook India*, 25 août 2025, disponible sur : www.outlookindia.com.

44. S. Lakshman, « EU Proposes New Russia Sanctions, Indian Entities Likely to Be Part of List », *The Hindu*, 20 septembre 2025, disponible sur : www.thehindu.com.

45. *Integrierte Sicherheit für Deutschland. Wehrhaft. Resilient. Nachhaltig. Nationale Sicherheitsstrategie* [Une sécurité intégrée pour l'Allemagne. Capable de se défendre. Résiliente. Durable. Stratégie nationale de sécurité], Berlin, Gouvernement fédéral, 2023, disponible sur : www.nationalesicherheitsstrategie.de.

Ces dernières années, l'Inde a renforcé ses relations avec de nombreux pays européens. La France est désormais le premier fournisseur d'armes de l'Inde. La première participation du ministre indien des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar à la réunion du Triangle de Weimar, qui regroupe la France, l'Allemagne et la Pologne, en janvier 2026 à Paris, pourrait signaler une plus grande ouverture de l'Inde aux questions de politique de sécurité en Europe⁴⁶.

46. « Indien zu Gast beim Treffen des Weimarer Dreiecks in Paris: Neue Partnerschaften für Sicherheit und Wohlstand » [L'Inde invitée à la réunion du Triangle de Weimar à Paris : de nouveaux partenariats pour la sécurité et la prospérité], Ministère fédéral des Affaires étrangères, 7 janvier 2026, disponible sur : www.auswaertiges-amt.de.

Démocratie et droits de l'homme : d'un partenariat fondé sur des valeurs communes à un partenariat fondé sur des intérêts communs ?

L'Inde a souvent été qualifiée de plus grand pays démocratique au monde. Mais depuis l'arrivée au pouvoir en 2014 de Narendra Modi et du BJP, le pays connaît une montée du populisme et de l'autocratie. Contrairement à son prédécesseur au pouvoir, le Parti du Congrès, lequel prône avec la laïcité un État ouvert à toutes les communautés religieuses, le BJP souhaite transformer l'Inde en une nation hindoue. Il entend privilégier la majorité hindoue et s'emploie à restreindre les droits des minorités religieuses, en particulier musulmanes et chrétiennes. Là où, depuis l'indépendance, le Parti du Congrès a appliqué le principe de l'« unité dans la diversité », le nationalisme hindou du BJP semble pencher pour l'« unité avant la diversité ». En 2020, plusieurs organisations de défense de la démocratie ont rétrogradé l'Inde dans leurs classements⁴⁷.

L'évolution vers une « Inde illibérale⁴⁸ » n'a pas été sans répercussions sur ses relations avec l'Allemagne. Les restrictions croissantes pesant sur la société civile indienne ont aussi affecté le travail et les activités d'institutions allemandes, au premier chef des fondations politiques proches de partis et des organisations de développement et leurs partenaires : ces organismes ont dû se plier à de nouvelles procédures bureaucratiques d'enregistrement et de contrôle des flux financiers.

Ces contraintes, mais aussi les entraves à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, ont entraîné une réévaluation de l'Inde en Allemagne. En raison de sa tradition démocratique, l'Inde a longtemps été considérée comme un « partenaire partageant les mêmes valeurs » par les

47. C. Wagner et J. Lemke, « Indien: Ein ambivalenter Partner für den Westen. Wachsende Gemeinsamkeiten, wachsende Differenzen » [L'Inde : un partenaire ambivalent pour l'Occident. Des points communs qui se multiplient, des divergences qui s'accroissent], *SWP-Aktuell*, 2021/A28, SWP, 2021, disponible sur : www.swp-berlin.org.

48. Š. Ganguly, « An Illiberal India? », *Journal of Democracy*, vol. 31, n° 1, p. 193-202, disponible sur : www.journalofdemocracy.org.

responsables de la politique étrangère allemande⁴⁹, mais les tendances autocratiques qu'on y observe ces dernières années ont fait évoluer ce regard. Compte tenu des changements géopolitiques, l'Allemagne met désormais davantage l'accent sur ses intérêts communs avec l'Inde. Les lignes directrices pour la région indo-pacifique de 2020 ne citent déjà plus l'Inde parmi les partenaires potentiels partageant les mêmes valeurs que l'Allemagne⁵⁰. Quant à l'accord de coalition des partis gouvernementaux, il vise certes un renforcement général des relations avec l'Inde (cf. *supra*), mais seuls l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud y sont qualifiés de partenaires partageant les mêmes valeurs⁵¹.

Certes, le document stratégique *Fokus auf Indien* (« Focus sur l'Inde ») salue le « dynamisme du plus grand pays démocratique au monde », mais souligne aussi les dangers que représentent pour la Constitution les tendances nationalistes exacerbées⁵². Il souligne que les questions relatives aux droits de l'homme devront désormais être abordées dans le cadre du « dialogue entre l'UE et l'Inde sur les droits de l'homme » plutôt que dans un contexte bilatéral. Lors des échanges bilatéraux avec le gouvernement indien en 2019, l'ancienne chancelière Angela Merkel abordait déjà la question des droits de l'homme au Cachemire⁵³.

49. M. Peer, « Baerbock lobt Indien als Wertepartner – obwohl das Land enorme Mengen an russischem Rohöl importiert » [Baerbock salue l'Inde comme un partenaire partageant les mêmes valeurs – alors même que ce pays importe d'énormes quantités de pétrole brut russe], *Handelsblatt*, 5 décembre 2022, disponible sur : www.handelsblatt.com.

50. *Leitlinien zum Indo-Pazifik. Deutschland – Europa – Asien. Das 21. Jahrhundert gemeinsam gestalten*, op. cit.

51. *Verantwortung für Deutschland. Koalitionsvertrag zwischen CDU, CSU und SPD* [Responsabilité pour l'Allemagne. Accord de coalition entre la CDU, la CSU et le SPD], Berlin, 2025, p. 128, disponible sur : www.spd.de.

52. *Fokus auf Indien* [Focus sur l'Inde], Berlin, Gouvernement fédéral, 2024, p. 3, disponible sur : www.auswaertiges-amt.de.

53. Lors du voyage de Friedrich Merz en Inde en janvier 2026, le chancelier a qualifié l'Inde de « partenaire de choix », soulignant que les intérêts communs occupaient le devant de la scène face aux bouleversements mondiaux. Voir L. Al-Serori et M. Peer, « Merz und Modi gegen „unselige Renaissance des Protektionismus“ » [Merz et Modi contre la « renaissance malheureuse du protectionnisme »], *Handelsblatt*, 12 janvier 2026, disponible sur : www.handelsblatt.com.

Sécurité et coopération en matière d'armement : un nouveau pilier de la coopération bilatérale

Outre l'accord sur la mobilité et la migration, c'est la coopération toujours plus étroite avec l'Inde en matière de défense qui capte le plus l'attention de l'opinion publique. Le développement, dans les années 1950 et 1960, du premier avion de combat indien, le HAL HF-24 Marut, est largement rendu possible grâce à des ingénieurs allemands⁵⁴. Si cette coopération ne se mue pas en partenariat à long terme, c'est parce que l'Allemagne introduit en 1972, sous la pression de la société civile, des lignes directrices relatives aux exportations d'armes. Celles-ci prévoient notamment l'interdiction des exportations vers les territoires en proie à des tensions ; le conflit indo-pakistanaï autour du Cachemire inclut l'Inde dans cet embargo. Aussi l'Allemagne ne joue-t-elle longtemps qu'un rôle secondaire dans la fourniture de matériel militaire à l'Inde.

En 2006, l'Inde et l'Allemagne signent un accord de coopération en matière de défense, assorti d'un engagement à poursuivre un dialogue annuel au niveau des ministres de la Défense. Entre 2017 et 2019, l'Allemagne approuve des exportations d'armes vers l'Inde pour un montant total de près de 278 millions d'euros, faisant de l'Inde au cours de cette période le deuxième plus gros importateur d'armes allemandes parmi les pays en développement⁵⁵.

La stratégie pour la région indopacifique entraîne un assouplissement des directives en matière d'exportation vers l'Inde. Lors de sa visite en Inde en 2024, le chancelier Olaf Scholz s'engage à augmenter les livraisons d'armes⁵⁶. Le plus grand succès à ce jour est la vente prévue de six sous-

54. « Indiens erster Jet hatte deutsche Geburtshelfer » [Le premier avion de combat indien a bénéficié de l'aide de l'Allemagne], *Flugrevue*, 7 août 2023, disponible sur : www.flugrevue.de.

55. T. Fähnders, « Befeuern deutsche Waffenlieferungen den Konflikt um Kaschmir? » [Les livraisons d'armes allemandes attisent-elles le conflit du Cachemire ?], *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), 6 août 2019, disponible sur : www.faz.net.

56. M. Peer, « Scholz verspricht deutsche Waffen für Indien » [Scholz promet de fournir des armes allemandes à l'Inde], 26 octobre 2024, disponible sur : www.handelsblatt.com.

marins de la société Thyssen-Krupp Marine Systems (TKMS) ; le projet prévoit aussi une production et un transfert technologique vers l'Inde⁵⁷.

Ces dernières années ont également vu se resserrer la coopération militaire. À l'automne 2021 et 2024, des frégates allemandes mouillent dans des ports indiens. En août 2024, l'armée de l'Air allemande mène ses premières manœuvres conjointes avec l'Inde, en collaboration avec d'autres partenaires européens. À l'avenir, l'Allemagne dépêchera un officier de liaison auprès de l'Information Fusion Center Indian Ocean Region (IFC-IOR) en Inde. En octobre 2024, les deux pays se mettent d'accord pour conclure un accord de coopération logistique dans le domaine militaire.

L'Allemagne compte donner nettement plus d'ampleur, dans les années à venir, à la coopération avec l'Inde en matière de défense. L'un des objectifs de la stratégie allemande et européenne consiste à réduire, grâce à une coopération militaire renforcée, la forte dépendance de l'armée indienne vis-à-vis de la Russie⁵⁸.

57. « Indien genehmigt U-Boot-Bau mit TKMS » [L'Inde donne son feu vert à la construction de sous-marins avec TKMS], Marineforum, 13 septembre 2025, disponible sur : www.marineforum.online.

58. P. Fuhrhop, « Chancen und Herausforderungen der Rüstungszusammenarbeit mit Indien » [Opportunités et défis de la coopération en matière d'armement avec l'Inde], in C. Wagner (éd.), *Indien als Partner der deutschen Außenpolitik*, op. cit., p. 20-21.

Coopération pour le développement : de l'aide technique au développement durable

En raison de la pauvreté généralisée, les relations germano-indiennes ont au départ été très fortement marquées par la coopération au développement. Mais cette politique n'était pas neutre de la part de l'Allemagne, soucieuse qu'elle était de promouvoir ses exportations et d'appliquer la doctrine Hallstein (cf. *supra*)⁵⁹.

Avec les réformes économiques de 1991 et le recul de la pauvreté, les gouvernements indiens ont réussi à se débarrasser progressivement de l'image négative d'un pays en développement marqué par la pauvreté. À l'été 2003, le gouvernement dirigé par le BJP annonce son intention de mettre fin à la coopération pour le développement nouée avec plusieurs pays occidentaux. Sa motivation est double : renforcer l'image d'une puissance économique montante, et mettre un terme aux conditions relatives aux droits de l'homme qu'imposent les partenaires.

Or, l'Allemagne compte parmi les rares pays avec lesquels la coopération en matière de développement se poursuit. Avec des engagements s'élevant à environ un milliard d'euros par an, l'Inde figure même en 2023 parmi les principaux bénéficiaires de la coopération pour le développement mise en place par l'Allemagne⁶⁰. Les mesures et projets soutenus par l'Allemagne portent principalement sur les énergies renouvelables, le développement des villes intelligentes ainsi que la protection de l'environnement et du climat.

Si l'Inde affiche de faibles émissions de CO₂ par habitant, elle se classe désormais au troisième rang mondial en termes d'émissions, derrière les États-Unis et la Chine. En 2022, elle conclut avec l'Allemagne un « partenariat pour un développement vert et durable » axé sur la réalisation des objectifs climatiques de l'accord de Paris et des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Le gouvernement indien se fixe des objectifs ambitieux en matière de développement des énergies renouvelables, et l'Allemagne soutient l'Inde dans son objectif de produire la moitié de son électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici 2030.

59. R. K. Jain, *India and Germany in a Turbulent World*, op. cit., p. 30.

60. « Gut 987 Millionen Euro für die Entwicklung Indiens » [Un peu plus de 987 millions d'euros pour le développement de l'Inde], Berlin, Bundestag, 6 février 2023, disponible sur : www.bundestag.de.

L'agence de coopération internationale allemande pour le développement, la GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), mène en Inde des actions axées sur trois domaines prioritaires : « environnement, biodiversité et gestion des ressources naturelles », « développement urbain et industriel durable » et « énergie et développement économique social et durable⁶¹ ».

Par ailleurs, les consultations gouvernementales de 2024 donnent lieu à la conclusion d'une feuille de route indo-allemande pour l'hydrogène vert. Car l'Inde a adopté en 2023 une stratégie visant à devenir l'un des principaux producteurs mondiaux d'hydrogène vert, notamment pour réduire sa forte dépendance vis-à-vis des importations d'énergies fossiles. Elle entend, à l'horizon 2030, atteindre une capacité de production annuelle de 5 millions de tonnes d'hydrogène. Or, l'Allemagne doit, pour mener à bien sa stratégie hydrogène, importer chaque année, d'ici 2030, entre 50 et 70 % de ses besoins en hydrogène⁶². Lors de la visite du chancelier fédéral Merz en Inde en janvier 2026, les deux pays ont notamment signé une déclaration d'intention pour un partenariat dans le domaine de l'hydrogène⁶³. Le corridor Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC), dont la mise en place a été décidée lors du sommet du G20 en Inde en 2023, revêt à cet égard une importance cruciale. Il devrait améliorer le raccordement entre les trois régions et prévoir également la construction d'un gazoduc pour l'hydrogène entre l'Inde et l'Europe.

Depuis 1964, l'Inde mène son propre programme de coopération pour le développement avec les pays du Sud : l'Indian Technical and Economic Cooperation (ITEC), principalement axé sur des projets dans les pays voisins d'Asie du Sud. Grâce à l'octroi de crédits, l'Inde soutient également une série de projets menés par des entreprises indiennes en Afrique. Dans les années 2010, une idée fait son chemin : celle d'une coopération triangulaire impliquant les pays donateurs traditionnels de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) aux côtés des nouveaux donateurs du Sud dans des pays tiers⁶⁴. Concrétisée par un accord entre l'Allemagne et l'Inde en 2022, cette approche associe actuellement les deux pays autour de cinq projets en Amérique latine et en Afrique⁶⁵. Les rencontres intergouvernementales de 2024 se concluent par un engagement à renforcer ce partenariat⁶⁶.

61. « India », Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ), disponible sur : www.giz.de.

62. Communiqué de presse du Ministère fédéral allemand de l'Économie et de l'Énergie, « Habeck: "Deutschland und Indien ziehen bei grünem Wasserstoff an einem Strang" » [Habeck : « L'Allemagne et l'Inde unissent leurs forces dans le domaine de l'hydrogène vert »], 26 octobre 2024, disponible sur : www.bundeswirtschaftsministerium.de.

63. L. Al-Serori et M. Peer, « Merz und Modi gegen „unselige Renaissance des Protektionismus“ », *op. cit.*

64. C. Wagner, J. Lemke et T. Scholz, « Mehr Indien wagen. Dreieckskooperation als nächster Schritt der strategischen Partnerschaft » [Oser aller plus loin avec l'Inde. La coopération triangulaire, prochaine étape du partenariat stratégique], *SWP-Aktuell*, 2022/A 17, SWP, 2022, disponible sur : www.swp-berlin.org.

65. « Indisch-Deutsche Dreieckskooperation » [Coopération triangulaire entre l'Inde et l'Allemagne], disponible sur : www.bmz.de.

66. « Liste der Ergebnisse der 7. Deutsch-Indischen Regierungskonsultationen », *op. cit.*

Perspectives : partenaires stratégiques dans la région indo-pacifique

Les relations germano-indiennes ont atteint un nouveau niveau depuis l'adoption des lignes directrices indo-pacifiques en 2020. Cela se traduit non seulement par une diplomatie de haut niveau, mais aussi par de nouveaux accords de coopération triangulaire, l'accord de partenariat en matière de migration et de mobilité, ainsi que par une coopération militaire croissante. L'Inde est un partenaire central dans la région indo-pacifique pour l'Allemagne et l'Europe. L'Inde, quant à elle, a besoin de la puissance économique et technologique de l'Allemagne et de l'Europe pour atteindre son objectif de devenir une nation développée d'ici 2047.

Les nouvelles constellations géopolitiques, telles que la montée en puissance de la Chine et ses ambitions territoriales dans la région indo-pacifique, ainsi que les conséquences de la deuxième administration Trump sur l'ordre international, rapprocheront l'Inde et l'Allemagne. L'Inde et l'Allemagne (ainsi que l'Europe) comptent jusqu'à présent parmi les plus grands perdants de la politique de la deuxième administration Trump. L'Allemagne craint une rupture des relations transatlantiques, qui constituent depuis des décennies l'épine dorsale de sa politique étrangère. L'Inde a perdu son statut de « partenaire indispensable » des États-Unis dans la région indo-pacifique et redoute des accords entre les États-Unis et la Chine qui pourraient déboucher sur un format G2.

Compte tenu de ces évolutions, l'Inde et l'Allemagne devront à l'avenir coopérer plus étroitement sur les questions d'ordre international. Dans ce contexte, les divergences, telles que les différentes évaluations de la Russie, sont acceptées. Ainsi, dans la déclaration commune relative à la visite du chancelier en janvier 2026, toute référence à la Russie était absente de la section consacrée à l'Ukraine⁶⁷.

Les changements géopolitiques ont ainsi créé une nouvelle base permettant au partenariat stratégique, longtemps marqué par des intérêts divergents, de devenir un véritable partenariat stratégique, dont les partenaires défendent ensemble leurs intérêts, tels que le renforcement du multilatéralisme et un ordre international fondé sur des règles, sur la scène internationale.

67. « India – Germany Joint Statement », Ministère des Affaires extérieures, Inde, 12 janvier 2026, disponible sur : www.mea.gov.in.

Les dernières publications du Cerfa

- M. Debus, [Les élections régionales de 2026 dans le Bade-Wurtemberg : un premier test pour le gouvernement “noir-rouge” de Friedrich Merz ?](#), *Notes du Cerfa*, n° 190, Ifri, mars 2026 (disponible en allemand et français)
- J. Möhring, [La Bundeswehr : du changement d’époque \(Zeitenwende\) à la rupture historique \(Epochenbruch\)](#), *Notes du Cerfa*, n° 189, février 2026 (disponible en anglais et français)
- J. Süß, [La fabrique de la politique européenne de l’Allemagne](#), *Études de l’Ifri*, janvier 2026 (disponible en anglais et français)
- C. Demesmay, [Imaginaires et réalités de la frontière franco-allemande : un laboratoire pour l’Europe de demain](#), *Visions franco-allemandes*, n° 37, septembre 2025 (disponible en allemand et français)
- P. Maurice, [Relancer le partenariat franco-allemand ? Les ambitions du Conseil des ministres franco-allemand - Enjeux d’un leadership conjoint en Europe](#), *Éditoriaux de l’Ifri*, août 2025
- A. Lechevalier, [Les politiques sociales en Allemagne. Bilan de la coalition “feu tricolore” et perspectives du nouveau gouvernement](#), *Notes du Cerfa*, n° 188, juillet 2025
- T. Rühlig, [La « Saga Huawei » en Europe revisitée : les enseignements allemands pour le déploiement de la 6G](#), *Notes du Cerfa*, n° 187, juin 2025 (disponible en anglais et français)
- J. Ross, N. Téterchen, [La brigade franco-allemande et la relance de la défense européenne](#), *Briefing de l’Ifri*, avril 2025 (disponible en allemand et français)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org